

Genève, le 27 mars 2024

Communiqué

La droite veut censurer la justice climatique et sociale à l'école

Que la droite toute puissante au parlement s'attaque aux savoirs enseignés à l'école n'était qu'une question de temps. Après s'être attaqués aux budgets, aux postes, aux conditions de travail et d'enseignement et à la formation des enseignant-e-s, c'est désormais la bataille des idées à l'école que les partis bourgeois entendent investir... en interdisant et censurant les contenus qui ne leur plaisent guère, à savoir « l'activisme écologique, le wokisme, la lutte des classes, des sexes et des moyens de transport », peut-on lire dans la motion intitulée initialement « Pour lutter contre l'endoctrinement dans l'instruction publique ».

Adopté le 22 mars à 54 voix contre 28, après une proposition de modification du PLR, ce texte est symptomatique du projet politique que la majorité bourgeoise réserve pour l'école: une école à moindre coût dans laquelle toute réflexion ou discussion légitime, vitale et urgente quant à l'avenir de la planète, de l'environnement et du climat, par exemple, n'a plus sa place. Une école où parler d'égalité de classe et de genre ne peut figurer au programme, et ce alors même que les inégalités – et les coûts humains qui les accompagnent - ne cessent de se creuser. Une école où la pensée est aseptisée au profit d'un prétendu apolitisme (en réalité ultra-libéral). La majorité de droite s'offusque-t-elle de l'intervention dans les classes du lobby néo-libéral Avenir Suisse qui, chaque année, vient donner des ateliers de démocratie aux adolescent-e-s ? La réponse est bien évidemment non. Car pour elle, il n'y a « endoctrinement » qu'à partir du moment où circulent les idées qui ne sont pas les siennes. Enfin, la présence dans les écoles et la participation, lors de débats pré-électorales, d'un parti de droite récemment dénoncé par la Commission fédérale contre le racisme, et dont certains élus ont été condamnés pour injures raciales, n'a pas suscité de courriers de parents-député-e-s pour réclamer un meilleur contrôle de qui est invité à l'école.

La droite veut censurer toute notion de « désobéissance civile à l'école ». Avec ce vote dangereux, on se demande déjà en salle des maître-sse-s comment on traitera les multiples sujets qui incluent le thème de la désobéissance civile. Les enseignant-e-s d'histoire et d'autres sciences humaines pourront-elles/ils encore parler sans crainte des combats de Rosa Parks et du Mouvement pour les droits civils, de la résistance au nazisme, de Mai 68, ou des campagnes de désobéissance civile menées en Inde contre le système colonial, ou devront-ils/elles revoir leurs copies pour satisfaire les caprices idéologiques de quelques parlementaires ?

Les enseignant-e-s du Syndicat des services publics (SSP) et du Collectif des enseignant-e-s pour le climat et la biodiversité dénoncent avec la plus grande fermeté cette ingérence des partis de la majorité dans le contenu des cours, une ingérence qui ne sert d'autres intérêts que ses idées et son programme politique. Nous continuerons de nous battre pour défendre une école qui place l'avenir des jeunes au centre de notre mission et de nos préoccupations dans le respect du cadre légal et déontologique. La question demeure de savoir comment parler d'avenir avec nos élèves quand celui-ci se dessine sur une planète brûlée par des politiques qui laissent libre cours au pillage généralisé des ressources...